

Réaffirmer la valeur de l'alimentation

EGA Dans le cadre des États généraux de l'alimentation, l'APCA a organisé une table ronde en présence de cinq présidents d'ateliers et du ministre de l'Agriculture. Au centre des débats, l'attractivité de l'agriculture et une plus juste répartition de la valeur.



Les consommateurs, comme les agriculteurs, accordent une valeur plus forte à la qualité qu'au seul prix des produits alimentaires.

«L'alimentation a une valeur : celle des hommes, de la qualité des produits, de notre patrimoine et du lien entre les acteurs de la chaîne alimentaire», a rappelé Claude Cochonneau, président de l'APCA (Assemblée Permanente des Chambres d'agriculture), le 28 septembre, en ouverture de la table ronde de l'APCA consacrée aux États généraux de l'alimentation, en présence de cinq présidents d'ateliers et du ministre de l'Agriculture. En cette fin de réunions des ateliers du premier chantier, Stéphane Travert a salué le travail des Chambres d'agriculture dans ces États généraux. Il a redit l'importance de la plateforme de consultation publique en ligne, sur laquelle 10 000 personnes sont inscrites. Il a annoncé que les «propositions retenues seront celles qui feront preuve d'audace et d'ambition pour une refonte de l'agriculture».

Concernant la répartition de la valeur, Serge Papin, PDG de Système U et co-président de l'atelier 5 (Rendre les prix d'achat des produits agricoles plus rémunérateurs pour les agriculteurs), était porteur d'une bonne nouvelle. Il a annoncé qu'au terme de la dernière réunion de son atelier, la soixantaine de participants s'était accordée sur une proposition portant sur «un projet de contractualisation basé sur un nouveau modèle : on inverse la

construction du prix en partant de la production afin de redonner la main à l'amont». Ce nouveau modèle serait établi «sur la base d'indicateurs fournis par les interprofessions, FranceAgriMer ou l'Observatoire des prix et des marges».

Pas de hausse de 15 % des prix

Faisant référence à une note de Michel-Édouard Leclerc qui annonçait «des hausses de prix de 5 à 15 % sur des milliers d'articles alimentaires... Sous prétexte d'aider les agriculteurs», le PDG de Système U a affirmé que ceux qui annonçaient cette hausse des prix, s'il y avait révision des seuils de vente à perte (SRP), étaient «des menteurs, c'est faux de dire que les prix vont augmenter de 15 %». Il a mis en garde le monde agricole en les incitant à camper sur leurs positions et à être courageux face à «la machine médiatique déjà lancée sur ces propos».

La communication, justement, était un thème central du débat afin d'améliorer l'image de l'agriculture et l'attractivité des métiers liés à l'agriculture. L'APCA propose notamment de créer «un fonds de communication alimenté par l'ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire et géré par les Chambres d'agriculture». En accord avec cette proposition, Sébastien Windsor, président

de Terres Inovia et de l'atelier 13 (renforcer l'attractivité des métiers de l'agriculture et des filières alimentaires et développer la formation), considère qu'il faut être ambitieux dans les actions de communication, mais qu'il est également nécessaire «d'arrêter de laisser les autres communiquer à notre place, sur nos métiers, en montrant, bien souvent, des paysans d'antan bien loin de notre réalité». Il demande donc à toute la filière de se rassembler pour communiquer, en n'oubliant pas tous les métiers sous tension (comme les opérateurs d'abattage). Ils ont aussi été plusieurs à mettre en avant l'importance de la pédagogie pour donner une meilleure image de l'agriculture et de l'agroalimentaire. À l'occasion de cette table ronde, l'APCA a également proposé «de créer un fond d'investissement pour investir sur des techniques et modes de production innovants et financer des investissements matériels et immatériels». La dernière proposition des Chambres d'agriculture porte sur «l'importance des projets territoriaux comme levier pour créer et répartir de la valeur». «La valeur ne se décrète pas depuis Paris, mais se construit dans les territoires», a ainsi rappelé Jean-Pierre Raynaud, vice-président du conseil régional de Nouvelle-Aquitaine.

VIGNE



QUALITÉ + SÉCURITÉ
POUR VOS PRODUCTIONS

LA SOLUTION EXISTE

AMENDEMENT ORGANIQUE DE MASSE
POUR DES RÉCOLTES DE QUALITÉ

UTILISABLE EN
AGRICULTURE BIOLOGIQUE
CONFORMÉMENT

Matières premières sélectionnées et sécurisées

par notre laboratoire intégré sur site

Compostage agréé sous bâtiment avec garanties sanitaires N° d'agrément européen

Garanti sans boues urbaines, sans compost de déchets verts

Humus efficace 270 kg/t de produit brut

Activation biologique du sol

Made in France

www.groupe-frayssinet.fr

Pour tous renseignements
05 63 98 42 08

FRAYSSINET